N° 11-626-X au catalogue — N° 025
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-20914-2

Document analytique

Aperçus économiques

Fluctuations des prix à l'échelle internationale selon les indices des prix à la consommation

par John Baldwin et Ryan Macdonald
Direction des études analytiques, Division de l'analyse économique

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2013

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Fluctuations des prix à l'échelle internationale selon les indices des prix à la consommation

par John Baldwin et Ryan Macdonald

Le présent article des *Aperçus économiques* traite des fluctuations des prix à la consommation observées récemment à l'échelle mondiale. Il est publié dans le cadre d'un programme de Statistique Canada qui examine le rendement du Canada dans le contexte mondial.

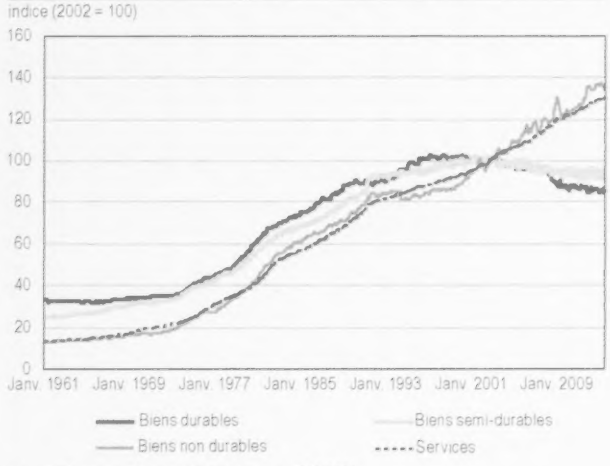
L'inflation entraîne une hausse globale du coût de la vie pour les consommateurs. Elle peut être le résultat d'augmentations constantes et parallèles des prix pour l'ensemble des produits, ou encore de tendances disparates composées d'augmentations marquées des prix pour certains produits et d'augmentations moindres (ou même de baisses) pour d'autres. À partir du milieu des années 1990, après 35 années d'augmentations généralisées des prix à la consommation, la dynamique des prix de certains types de biens a commencé à changer significativement.

Désagrégation de l'Indice des prix à la consommation

L'Indice des prix à la consommation (IPC) fournit un certain nombre d'agrégats pouvant être utiles pour évaluer comment l'inflation a progressé différemment selon les produits. L'un d'eux regroupe les produits en fonction de leur durabilité. Les produits sont regroupés en services, en biens non durables (biens qui sont consommés presque immédiatement, comme les aliments et l'énergie), en biens semi-durables (biens qui durent généralement environ 18 mois, comme les vêtements et les chaussures), et en biens durables (biens qui durent généralement plus de 18 mois, comme les meubles, les appareils électroménagers et les véhicules automobiles).

On dispose de telles agrégations de l'IPC au Canada pour la période allant de 1961 jusqu'à maintenant. Elles peuvent servir à examiner l'inflation des prix pour de grands groupes de produits sur une période de plus d'un demi-siècle, ce qui permet d'observer une évolution remarquable des profils des prix à la consommation à partir du milieu des années 1990 (tableau 1 et graphique 1).

Graphique 1
Indices des prix à la consommation, Canada, 1961 à 2013



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 329-0020.

Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1990, les prix de tous les grands groupes de produits au Canada ont augmenté. Puis, à partir du milieu des années 1990, l'augmentation des prix des biens durables pris dans leur ensemble s'est interrompue. Peu après, les prix des biens semi-durables ont atteint un sommet. En l'an 2000, on pouvait observer une déflation des prix des biens durables et semi-durables. Parallèlement, les prix des biens non durables se sont mis à augmenter plus rapidement. Les hausses globales des prix entre janvier 2000 et janvier 2013 sont attribuables à l'augmentation des prix des biens non durables et des services, qui a plus que contrebalancé les effets de la déflation sur les prix des biens durables et semi-durables.

Toutes les régions du Canada sont touchées

Entre janvier 2000 et janvier 2013, toutes les régions au Canada ont connu la même tendance de déflation des prix des biens durables et semi-durables et d'inflation des prix des biens non durables et des services, mais l'ampleur des changements a varié d'une province ou d'un territoire à l'autre.

Le tableau 1 présente une comparaison des taux d'inflation moyens pour la période allant de janvier 1985 à janvier 1995 et des taux d'inflation moyens pour la période allant de janvier 2000 à janvier 2013, afin d'illustrer l'ampleur des changements dans les composantes de l'inflation[1]. Il n'est pas rare de constater un ralentissement de l'inflation des prix des biens durables et des biens semi-durables excédant respectivement 4 points de pourcentage et 3 points de pourcentage ainsi qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de l'inflation des prix des biens non durables. L'inflation des prix des services, quant à elle, a eu tendance à ralentir entre la première période et la deuxième, mais est demeurée positive.

Au niveau des provinces et des territoires, les composantes évoluent de la même façon : les biens durables (p. ex. les véhicules automobiles et les appareils électroménagers) et les biens semi-durables (p. ex. les vêtements) ont tendance à passer d'une contribution positive à une contribution négative à l'inflation globale, et le taux d'inflation des biens non durables (p. ex. aliments, énergie) augmente.

Tableau 1
Inflation moyenne de l'indice d'ensemble de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et des agrégats, Canada, provinces et territoires

	Indice d'ensemble (IPC)	Biens durables	Biens semi-durables	Biens non durables	Services
	moyenne des taux d'inflation mensuels d'année en année, variation en pourcentage				
Janvier 2000 à janvier 2013					
Canada	2,1	-1,3	-0,5	3,4	2,6
Terre-Neuve-et-Labrador	2,2	-1,1	-0,4	3,3	2,8
Île-du-Prince-Édouard	2,5	-1,0	0,2	4,6	2,2
Nouvelle-Écosse	2,4	-1,1	-0,1	4,2	2,5
Nouveau-Brunswick	2,2	-1,1	-0,3	3,8	2,4
Québec	2,0	-1,1	-0,3	3,3	2,3
Ontario	2,1	-1,5	-0,8	3,5	2,7
Manitoba	1,9	-1,0	-0,4	3,1	2,5
Saskatchewan	2,3	-1,2	-0,2	3,2	3,3
Alberta	2,6	-1,3	-0,4	3,6	3,6
Colombie-Britannique	1,7	-1,2	0,0	2,9	2,0
Whitehorse, Yukon	1,9	-1,3	-0,2	3,1	2,4
Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest	2,2	-1,3	0,1	3,8	2,5
Janvier 1985 à décembre 1995					
Canada	3,4	2,8	3,1	2,9	4,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2,9	2,8	3,0	2,5	3,4
Île-du-Prince-Édouard	3,0	2,9	2,9	2,8	3,5
Nouvelle-Écosse	3,1	2,9	2,8	3,0	3,5
Nouveau-Brunswick	3,1	2,7	2,8	2,8	3,7
Québec	3,3	2,7	3,5	2,7	4,0
Ontario	3,5	2,8	3,0	2,7	4,4
Manitoba	3,6	2,9	3,4	3,6	3,9
Saskatchewan	3,4	3,0	3,3	4,1	3,2
Alberta	3,2	2,8	2,7	3,2	3,5
Colombie-Britannique	3,5	2,7	3,0	3,4	3,9
Whitehorse, Yukon	3,1	2,9	2,8	2,9	3,5
Yellowknife, Territoires du Nord-Ouest	3,5	2,5	2,7	3,5	4,0

Source : Statistique Canada, calculs des auteurs.

1. La période allant de janvier 1985 à décembre 1995 et celle allant de janvier 2000 à janvier 2013 figurant dans le tableau 1 sont choisies parce qu'il s'agit de périodes où les prix des biens durables et semi-durables ont augmenté, puis diminué. Ces années comprennent des périodes de demande agrégée à la fois forte et faible, ainsi que la mise en œuvre du régime de ciblage de l'inflation de la Banque du Canada. La durée de chacune a été déterminée dans le but d'examiner des périodes ayant précédé et suivi les sommets atteints par les prix des biens durables et non durables; ce choix n'est pas attribuable à une évaluation statistique du point précis où les changements sont survenus.

La diminution des prix des biens durables par rapport aux prix des autres groupes de produits après le milieu des années 1990 a accentué une tendance qui existait déjà. En effet, depuis la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1990, les prix des biens durables ont progressé plus lentement que ceux de toutes les autres catégories.

Ce phénomène est probablement attribuable au fait que la croissance de la productivité dans le secteur des biens durables a été relativement plus élevée[2]. Après le milieu des années 1990, cette évolution des prix relative s'est accélérée, le prix absolu des biens durables ayant diminué.

Les changements au chapitre de l'inflation ne se limitent pas au Canada

Les comparaisons internationales soulèvent des défis parce que les agrégats des IPC utilisés d'un pays à l'autre ne comprennent pas exactement les mêmes groupes de biens et de services, et parce que les agrégats publiés par les pays présentent de légères différences. Il demeure néanmoins possible d'effectuer une comparaison internationale d'agrégats de l'IPC dans le cas de regroupements étroitement liés (tableau 2)[3]. Pour faciliter les comparaisons internationales, la catégorie des biens non durables est subdivisée entre les aliments, l'énergie et les « autres » biens non durables, puisque les données européennes sont structurées de cette manière. Comme les données pour l'Europe débutent en 1997[4], aucune comparaison n'est faite relativement à une période antérieure.

Le profil général en Amérique du Nord et dans la plus grande partie de l'Europe se caractérise par l'inflation des prix des services et des biens non durables, conjuguée à la déflation des prix des biens durables. La tendance mixte inflation-déflation associée aux prix des biens semi-durables est moins répandue; cela dit, la hausse des prix des biens semi-durables est généralement moins prononcée que les variations des prix des services et des biens non durables. Même dans les pays où les taux d'inflation sont plus élevés, l'inflation des prix des biens durables est nettement moindre que celle des prix des biens non durables. En Turquie, par exemple, l'inflation des prix des biens durables est de 7,5 points de pourcentage inférieure à celle des prix de l'énergie. Au Canada et aux États-Unis, les différences sont de 6,5 et 8,2 points de pourcentage respectivement, ce qui est similaire aux différences observées dans de nombreux autres pays. Les données relatives à l'IPC révèlent un écart à l'échelle internationale dans les trajectoires des prix des biens durables et semi-durables par rapport aux prix des aliments, de l'énergie et des services.

2 Dans les marchés concurrentiels, la croissance de la productivité a pour effet de réduire la croissance des prix des sorties. Du fait qu'elle modère le taux d'inflation des prix des sorties, la croissance de la productivité concourt à la hausse du revenu réel (hausse du revenu supérieure au taux d'inflation) et du niveau de vie (voir Baldwin, Durand et Hosein, 2001). Le secteur de la fabrication est l'un de ceux où la croissance de la productivité est la plus forte : sa productivité relativement plus élevée fait en sorte que les prix de sa production n'augmentent pas aussi rapidement (Baldwin et Macdonald, 2009). Dès lors, les prix relatifs des produits manufacturés (comme les biens durables et semi-durables) tendent à diminuer.

3 Les données pour l'Europe proviennent du programme de l'IPC harmonisé d'Eurostat; celles pour les États-Unis, du U.S. Bureau of Labor Statistics; celles pour le Canada, de la base de données CANSIM de Statistique Canada. Étant donné qu'il n'est pas possible d'établir des correspondances exactes entre les groupes de produits, l'évaluation des taux de croissance d'un système statistique à l'autre est entourée d'un certain degré d'incertitude. Toutefois, il est possible de faire des comparaisons à l'intérieur de chaque système statistique, ainsi que d'examiner la tendance qui se dégage dans chaque pays, puis de comparer entre eux ces tendances générales pour chacun des pays.

4 Les pays ont continué d'adhérer au programme de l'IPC harmonisé au cours des années 2000. Lorsque les données pour un pays donné débutent après janvier 2000, on le précise dans le tableau.

Tableau 2
Inflation moyenne des composantes par pays, janvier 2000 à janvier 2013

	Biens durables	Biens semi-durables	Biens non durables			Services
			Sans les aliments et l'énergie	Énergie	Aliments	
	moyenne des taux d'inflation mensuels d'année en année, variation en pourcentage					
Amérique du Nord						
Canada	-1,3	-0,5	2,8	5,2	2,8	2,6
États-Unis[1]	-0,8	-0,3	..	7,4	2,7	2,8
Europe						
Union européenne[2]	-0,5	0,1	1,9	5,7	2,9	2,5
Autriche	0,2	0,7	2,0	4,8	2,5	2,3
Belgique	0,1	0,7	2,2	6,2	2,6	2,1
Bulgarie	-0,9	1,9	5,7	8,6	6,6	6,7
Croatie[3]	-0,7	0,6	3,6	5,6	3,7	2,5
Chypre	-2,2	-1,1	2,5	10,2	4,4	2,8
République tchèque[3]	-3,4	-2,1	2,2	5,6	2,9	3,6
Danemark	-0,7	0,2	1,9	4,4	2,4	2,9
Estonie[4]	-3,7	2,9	3,3	9,0	4,8	4,4
Finlande	-1,2	0,5	1,4	5,3	2,3	2,7
France	-1,0	1,0	1,6	4,7	2,5	2,1
Allemagne	-0,4	0,4	1,7	5,7	2,1	1,5
Grèce	0,0	2,1	2,1	8,8	3,4	3,1
Hongrie[3]	-0,8	1,8	5,1	8,2	6,3	5,4
Islande	4,7	4,2	7,1	8,6	5,5	6,2
Irlande	-1,5	-3,6	1,2	6,5	2,3	3,6
Italie	1,4	1,3	2,2	5,1	2,7	2,4
Lettonie	-2,0	0,3	4,2	8,9	6,7	4,6
Lituanie	-3,6	-2,0	2,6	7,7	3,8	3,7
Luxembourg	1,1	0,9	2,2	6,4	3,7	2,8
Malte	0,0	-0,3	2,2	7,6	3,6	2,9
Pays-Bas	0,1	0,2	1,6	5,8	2,3	2,7
Norvège	-0,2	-1,9	2,6	5,4	1,9	3,0
Pologne	-1,0	-1,0	3,5	6,8	3,9	3,9
Portugal	0,9	0,0	1,5	5,8	2,2	3,2
Roumanie[3]	4,9	5,5	7,9	13,8	8,7	9,2
Slovaquie	-3,3	1,2	3,4	10,4	3,8	6,4
Slovénie[3]	-0,6	1,5	3,3	7,6	4,8	4,7
Espagne	0,2	1,3	1,7	6,1	3,4	3,2
Suède	-1,7	0,4	1,8	4,7	2,0	2,0
Suisse[3]	-2,4	0,2	-1,2	3,7	0,1	0,9
Turquie	17,7	17,0	17,7	25,2	20,8	20,4
Royaume-Uni	-1,5	-2,8	1,8	6,5	3,4	3,6

Notes :
Calculs des auteurs.
1. Il n'existe pas de série de données pour les biens semi-durables dans le système de classification du U.S. Bureau of Labor Statistics. On utilise ici comme valeur de remplacement la série de données relative à la catégorie « Apparel ». Toutes les séries de données sur l'inflation américaine correspondent à la catégorie « All urban consumers ».
2. Agrégations d'Eurostat fondées sur les catégories suivantes : biens durables industriels, biens semi-durables industriels, biens non durables industriels, aliments transformés incluant l'alcool et le tabac, et énergie. Le document de la Banque centrale européenne (BCE) intitulé *Indices des prix à la consommation harmonisés* (novembre 2011) contient une description des éléments que comprend chaque catégorie.
3. Début de la période : décembre 2000.
4. Début de la période : décembre 2001.
5. Début de la période : décembre 2005.

Sources : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics, et Eurostat.

Un phénomène d'origine internationale?

Si la tendance inflation-déflation se limitait au Canada, elle pourrait être attribuable à un facteur idiosyncrasique et propre au pays, comme l'appréciation du dollar canadien. Toutefois, la tendance inflation-déflation est observée dans de nombreuses économies occidentales, ce qui laisse supposer un événement plus systémique et à plus grande échelle. Il pourrait s'agir de l'émergence d'un ensemble de pays en développement — les pays du BRIC[5] — au milieu des années 1990. Certains faits montrent que la croissance de la Chine a influencé les marchés internationaux de produits de base[6] et de produits financiers[7], le rendement du capital à l'échelle mondiale[8] et, par conséquent, l'économie canadienne[9], l'Inde semblant en mesure de faire de même[10]. La place de plus en plus grande qu'occupent la Chine et l'Inde a contribué à la hausse de la demande d'aliments, d'énergie et d'autres matières premières, tout en entraînant une baisse du prix relatif de nombreux produits manufacturés, ces deux pays augmentant leur production en misant sur des facteurs de production dont le coût est relativement bas dans une perspective internationale. Leur émergence a entraîné l'intégration de milliards de personnes aux marchés internationaux, et leur production a fait augmenter l'offre mondiale de produits manufacturés.

Inflation de l'IPC et agrégats spéciaux

La tendance inflation-déflation des composantes de l'IPC a créé une situation où les taux tendanciels de croissance de certaines des composantes les plus volatiles (aliments et énergie) ont été supérieurs à ceux d'autres composantes. De ce fait, ces éléments ont constitué une source d'augmentation à long terme des prix d'ensemble. Habituellement, on considérait que l'exclusion de ces composantes de l'indice global des prix, aux fins de l'analyse, constituait une pratique acceptable, dans la mesure où l'on supprimait la volatilité de l'indice et où l'évolution à long terme des composantes volatiles ne divergeait pas de celle des autres produits de base. Les hausses survenues au cours d'une période étaient contrebalancées par les baisses subséquentes. Cela a mené à la création de mesures spéciales de l'inflation permettant de désagréger et de réagréger les composantes de l'IPC en fonction de critères fondés sur la volatilité[11].

Les mesures de l'inflation conçues pour réduire l'influence des produits très volatils, grâce à l'exclusion de ceux-ci, comprennent l'IPC d'ensemble sans les aliments et l'énergie et l'indice de référence de la Banque du Canada[12].

Toutefois, dans le cas présent, il y a une hausse tendancielle persistante des prix des composantes les plus volatiles (aliments et énergie), et une baisse persistante de bon nombre des biens dont la volatilité est moindre (véhicules automobiles, appareils électroménagers, vêtements). Par conséquent, des réagrégations spéciales, comme l'IPC d'ensemble sans les aliments et l'énergie, auront tendance à aboutir à une inflation moindre que l'IPC d'ensemble.

L'ampleur de cet écart dépendra des composantes exclues. Les mesures qui comportent une exclusion plus étendue, comme l'IPC d'ensemble sans les aliments et l'énergie, seront davantage influencées par le phénomène que les mesures où les omissions sont plus ciblées, comme l'indice de référence. Par exemple, entre janvier 2000 et janvier 2013, l'IPC d'ensemble au Canada a augmenté en moyenne de 2,1 %, comparativement à 1,8 % en moyenne pour l'indice de référence, et à 1,6 % en moyenne pour l'IPC sans les aliments et l'énergie. L'augmentation cumulative de l'IPC d'ensemble a été de 29,7 %, soit 3,3 points de pourcentage de plus que celle de l'indice de référence, et 6,7 points de pourcentage de plus que celle de l'IPC sans les aliments et l'énergie. Aux États-Unis, l'IPC d'ensemble a connu une croissance moyenne de 2,5 %, tandis que l'IPC d'ensemble sans les aliments et l'énergie a connu une croissance moyenne de 2,0 %. L'augmentation cumulative de l'IPC d'ensemble aux États-Unis a été de 36,4 %, soit 6,9 points de pourcentage de plus que l'augmentation cumulative de l'IPC sans les aliments et l'énergie[13].

5. L'abréviation « BRIC » désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.
6. Francis (2007).
7. *Economist* (2005*a*).
8. *Economist* (2005*b*).
9. Macdonald (2007).
10. Francis et Winters (2008).
11. Les études portant sur l'inflation sous-jacente proposent différentes méthodes pour prendre en compte la volatilité. L'une des méthodes ayant fait l'objet de nombreux commentaires consiste à exclure les composantes les plus volatiles. D'autres méthodes dont il est beaucoup moins souvent question ont aussi été examinées, comme la mesure de l'inflation faisant appel à une mesure médiane de la variation des prix des produits, l'inflation assortie d'une pondération inversement proportionnelle à la volatilité et le lissage exponentiel (Laflèche et Armour, 2006; Rich et Steindel, 2005).
12. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix, les légumes et les préparations à base de légumes, le coût d'intérêt hypothécaire, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, le transport interurbain, les produits du tabac et les articles pour fumeurs), ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, veuillez consulter le site Web de la Banque du Canada : http://www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation.
13. La Réserve fédérale américaine utilise une définition de l'inflation sous-jacente qui diffère de celle en usage au Canada; elle se fonde sur un indice d'« ensemble des prix à la consommation sans les aliments et l'énergie » pour mesurer l'inflation sous-jacente. À cette fin, la Réserve fédérale se fonde davantage sur l'indice implicite des prix des dépenses de consommation personnelles (DCP) provenant des National Income and Product Accounts (produits par le Bureau of Economic Analysis) que sur l'IPC produit par le Bureau of Labor Statistics (voir, par exemple, Rich et Steindel [2005]). L'indice des DCP est similaire à l'IPC, mais il existe des différences entre les deux indices du point de vue de la couverture des produits, de la méthodologie et de la pondération (voir McCully, Moyer et Stewart [2007]; Fixler et Jaditz [2002]). Le présent article porte à la fois sur l'IPC et l'IPC sans les aliments et l'énergie, parce que les indices des prix à la consommation en constituent le sujet.

L'IPC d'ensemble mesure le taux d'inflation

La tendance inflation-déflation que l'on observe au niveau des sous-composantes de l'IPC peut donner à penser que l'inflation sera plus ou moins prononcée selon celles auxquelles on accorde le plus d'importance. Les mesures spéciales de la variation des prix au niveau des sous-composantes du panier de l'IPC peuvent fournir des renseignements utiles pour l'analyse ou pour comprendre les influences des composantes très volatiles sur les fluctuations du niveau global des prix. Toutefois, lorsque l'on va au-delà des utilisations pour lesquelles certaines mesures spéciales étaient prévues, on peut sous-estimer la mesure dans laquelle le niveau de prix, mesuré par l'IPC d'ensemble, augmente sur de plus longues périodes[14].

14. L'IPC est la mesure de l'inflation la plus fréquemment commentée au Canada. D'autres mesures sont aussi utilisées dans certaines circonstances particulières, comme l'indice implicite du produit intérieur brut et l'indice des prix à la consommation du Système de comptabilité nationale du Canada. Toutefois, dans la très grande majorité des cas, c'est l'évolution d'une année à l'autre de l'IPC d'ensemble qui est utilisé comme mesure de l'inflation. On l'utilise pour le règlement des contrats, à titre de cible dans le cadre de la politique monétaire, dans le calcul des versements au titre des obligations à rendement réel, de même que comme indice servant à l'ajustement des dépenses au titre des pensions.

Bibliographie

Pour plus de renseignements, veuillez consulter les documents suivants :

Baldwin J.R., R. Durand et J. Hosein. 2001. « Restructuration et croissance de la productivité dans le secteur des entreprises du Canada ». *Croissance de la productivité au Canada*. Produit nº 15-204-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. p. 27 à 40.

Baldwin, J.R., et R. Macdonald. 2009. *Le secteur canadien de la fabrication : adaptation aux défis*. Produit no 11F0027M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE). Nº 57.

Economist (*The*). 2005a. « How china runs the world economy ». 28 juillet (numéro imprimé du 30 juillet). http://www.economist.com/node/4223552 (consulté le 18 juin 2012).

Economist (*The*). 2005b. « From T-shirts to T-bonds ». 28 juillet (numéro imprimé du 30 juillet). http://www.economist.com/node/4221685 (consulté le 18 juin 2012).

Fixler, D., et T. Jaditz. 2002. *An Examination of the Difference Between the CPI and the PCE Deflator*. Washington, D.C. Bureau of Labor Statistics, U.S. Department of Labor. BLS Working Papers. Nº 361.

Francis, M. 2007. « L'effet de l'émergence de la Chine sur les prix mondiaux ». *Revue de la Banque du Canada*. Automne. p. 15 à 28.

Francis, M., et C. Winters. 2008. *India and the Global Demand for Commodities: Is There an Elephant in the Room?* Ottawa, Ontario. International Economic Analysis Department, Bank of Canada. Document d'analyse 2008-18.

Laflèche, T., et J. Armour. 2006. « Évaluation des mesures de l'inflation fondamentale ». *Revue de la Banque du Canada*. Été. p. 21 à 31.

Macdonald, R. 2007. *Un syndrome chinois plutôt que hollandais*. Produit nº 11-624-M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Ontario. Aperçus sur l'économie canadienne. Nº 17.

McCully, C., B. Moyer et K. Stewart. 2007. « Comparing the consumer price index and the personal consumption expenditures price index ». *Survey of Current Business*. Washington, D.C. Bureau of Economic Analysis, U.S. Department of Commerce. Novembre. p. 26 à 33.

Rich, R., et C. Steindel. 2005. *A Review of Core Inflation and an Evaluation of Its Measures*. Federal Reserve Bank of New York. Staff Report. Nº 236.